



Bulletin d'information du Cadre intégré

www.integratedframework.org

N° 2 – Juin/juillet 2007

ÉDITORIAL

Merci! Nous avons reçu de nombreux messages électroniques au sujet du premier bulletin d'information. Il semble que cette initiative ait été bien accueillie par tous et nous nous efforcerons de répondre à toutes les suggestions.

La plupart des idées qui ont été avancées concernaient la présentation du bulletin, que nous avons donc tenté de rendre plus attrayante et mieux adaptée aux besoins des lecteurs.

Le bulletin d'information de ce mois est centré sur les travaux du Conseil intérimaire du CI, qui se réunit une fois par semaine à Genève pour assurer la mise en œuvre en temps voulu du Cadre intégré renforcé (CIR).

L'Unité chargée de la mise en œuvre du programme du CI (UMOP), qui réalise le présent bulletin, est désormais au complet! Le 2 juillet, Constanze Schulz a rejoint Christiane Kraus et Sari Laaksonen.

Veillez adresser vos articles pour le prochain bulletin à l'une des adresses suivantes: christiane.kraus@wto.org, sari.laaksonen@wto.org, ou constanze.schulz@wto.org avant le 31 août 2007.

SOMMAIRE

Nouvelles de Genève: Le Conseil intérimaire du CIR se réunit chaque semaine pour assurer la mise en œuvre en temps voulu du CIR

Nouvelles des pays participant au CI: ateliers de validation des EDIC et autres nouvelles du CI

Nouveaux venus au CI

Prochaines activités

**Nouvelles de Genève:
Le Conseil intérimaire
du CIR se réunit
chaque semaine pour
assurer la mise en
œuvre en temps voulu
du CIR**

Le 1^{er} mai 2007, le Groupe de travail du Cadre intégré (GTCI) et le Comité directeur du Cadre intégré (CDCI) ont adopté un ensemble de recommandations pour passer à la phase de mise en œuvre du Cadre intégré renforcé (CIR). Un travail intense a été engagé pour assurer une transition harmonieuse du CI actuel à

sa version renforcée. Le Conseil du CIR, constitué à titre provisoire (Conseil intérimaire), s'est réuni régulièrement depuis le 23 mai. À sa première réunion, il a nommé à sa présidence **M. l'Ambassadeur, Dr. Mothae Anthony Maruping** (Royaume du Lesotho).

L'ensemble de documents qui a été adopté le 1^{er} mai est disponible, en anglais et en français, sur le site Web www.integratedframework.org. Ces documents constituent un travail inachevé, certaines questions devant encore faire l'objet d'une mise au point.

Par conséquent, le GTCI est aussi convenu qu'en attendant la première réunion du Conseil du CIR, le Conseil intérimaire examinerait les questions en suspens les plus importantes:

- cadre de responsabilité du futur gestionnaire du Fonds d'affectation spéciale;
- cadre de suivi et d'évaluation du CIR;
- éclaircissements en ce qui concerne le financement et la reconstitution des réserves; et
- poursuite de la réflexion sur les activités de sensibilisation.

Le Conseil intérimaire du CIR, qui se réunit chaque semaine, a tenu neuf réunions jusqu'à présent. Il comprend des représentants des six organisations participant au CI ainsi que trois représentants des PMA et trois représentants des donateurs (Rwanda, Sénégal, Yémen, Canada, Suisse et Royaume-Uni). Le Secrétariat de l'OMC a offert d'assurer le secrétariat des réunions du Conseil intérimaire jusqu'à l'entrée en fonctions du Directeur exécutif du Secrétariat exécutif du CIR. Pour le moment, l'Unité chargée de la mise en œuvre du programme du CI assure le secrétariat des réunions, en plus des travaux dont elle est directement chargée.

L'une des questions les plus urgentes examinées par le Conseil intérimaire du CIR est le **cadre de responsabilité du futur gestionnaire du Fonds d'affectation spéciale**. Il s'agit de définir les modalités selon lesquelles le futur gestionnaire du Fonds fera rapport aux organes directeurs du CIR sur ses activités et pourra être tenu légalement responsable devant ces organes. Il est essentiel de trouver un cadre de responsabilité acceptable pour deux raisons: premièrement, permettre au Conseil de nommer le futur gestionnaire du Fonds, puisque les candidats en lice devront se conformer au modèle convenu; deuxièmement, le cadre de responsabilité devra répondre aux exigences fiduciaires des donateurs. Pleinement conscient de l'urgence de la question, le Conseil a intensifié ses discussions sur le sujet. Une réunion ouverte sur le cadre de responsabilité du gestionnaire du Fonds d'affectation spéciale a eu lieu le 20 juillet.

En ce qui concerne le **suivi et l'évaluation**, le Conseil intérimaire du CIR est convenu que les membres établiraient une documentation générale en vue d'une réunion ouverte sur ce sujet qui a également eu lieu le 20 juillet (après-midi).

S'agissant du **financement et de la reconstitution des réserves**, le Conseil intérimaire du CIR a été régulièrement informé par les donateurs de la réunion à haut niveau qui rassemblera un certain nombre de donateurs le 25 septembre à Stockholm (Suède). Il a été souligné que toutes les questions en suspens devront avoir été réglées d'ici là. Cette date constitue donc

une date limite importante pour les travaux du Conseil intérimaire.

En ce qui concerne les **activités de sensibilisation**, un certain nombre de propositions visant à mieux faire connaître l'existence, les objectifs et les procédures du CI renforcé sont en cours d'examen. Les missions que l'UMOP prévoit d'accomplir dans le cadre de son mandat ordinaire devraient aussi être vues dans ce contexte. Une mission de sensibilisation a eu lieu au début de l'année au Malawi, au Lesotho, en Ouganda et au Rwanda, pays bénéficiaires du CI (voir le précédent bulletin d'information); d'autres missions de ce type sont prévues au cours de l'année. Les ateliers nationaux de validation permettent aussi de mieux faire connaître le CIR. Enfin, des ateliers régionaux du CIR sont organisés ou prévus pour des sous-régions d'Afrique et des PMA non africains, de même qu'une activité qui réunira à la fin de l'année tous les points de coordination et les facilitateurs des donateurs à Genève. Entre-temps, le CCI a l'intention de continuer d'organiser à Genève des missions de familiarisation au CIR à l'intention des équipes du CI des pays bénéficiaires.

L'OMC et le PNUD achèvent actuellement les formalités administratives qui permettront de débloquer les fonds nécessaires pour commencer de mettre en place le **Secrétariat exécutif du CIR**. Dans les semaines qui viennent, l'OMC publiera l'avis de vacance concernant le poste de Directeur exécutif et le processus de recrutement commencera.

--°°***°°--

Nouvelles des pays participant au CI: ateliers de validation des EDIC et autres nouvelles du CI

L'EDIC concernant le **Burkina Faso** a été validée à Ouagadougou les 21 et 22 juin par un groupe de fonctionnaires et de représentants du secteur privé et de la société civile. Les donateurs et les représentants de toutes les organisations participant au CI ont également pris part à la réunion. Avec l'appui des organisations participant au CI et du facilitateur des donateurs (France), le point de coordination et le Comité directeur du CI préparent maintenant la mise en place des arrangements de mise en œuvre au niveau national en suivant les lignes directrices pour la mise en œuvre du CI renforcé, présentées par

l'UMOP au cours d'une session du CIR qui s'est tenue séparément et à laquelle ont participé des membres du gouvernement, des donateurs bilatéraux et les organisations participant au CI.

Les 21 et 22 juin, une conférence de suivi de l'EDIC a eu lieu à Antananarivo (**Madagascar**). Au cours de cette conférence, les études sectorielles complétant l'EDIC malgache ont été examinées et validées et les mesures à prendre en vue d'élaborer (en 2008) une stratégie commerciale nationale ont été passées en revue. Le Ministre de l'économie, de la planification, du secteur privé et du commerce a prononcé officiellement l'ouverture et la clôture de la réunion, à laquelle ont notamment participé 60 hauts fonctionnaires et analystes des principaux ministères, ainsi que des représentants du secteur privé, de la communauté donatrice et des organisations régionales et des chercheurs. La nécessité d'améliorer les normes, la qualité, l'infrastructure (en particulier dans le domaine de l'énergie) et la capacité de négociation a été souvent évoquée par les participants. Un long débat a été consacré aux avantages de l'exploitation minière (hausse des exportations et croissance, contrebalancées par le risque de syndrome hollandais et d'effets négatifs connexes sur les secteurs non miniers à forte intensité de main-d'œuvre).

Du 2 au 4 juillet 2007, une mission de l'OMC s'est rendue à **Madagascar** pour mieux faire connaître le CI renforcé et l'initiative Aide pour le commerce. Les réunions avec le facilitateur des donateurs, les autres donateurs bilatéraux et le point de coordination ont été axées sur les principaux aspects du renforcement du Cadre intégré.

Le 3 juillet, un atelier de validation de l'EDIC concernant la **Gambie** a eu lieu à Banjul. Cet atelier, qui a réuni pendant une journée des fonctionnaires et des représentants du secteur privé, de la société civile, d'organisations et de donateurs, a été suivi d'une réunion organisée par le facilitateur des donateurs, à savoir l'Union européenne, afin de définir les étapes suivantes de la mise en œuvre du CIR en Gambie. L'UMOP a facilité l'adoption d'un aide-mémoire qui fixe des dates limites pour la mise en place d'arrangements de mise en œuvre au niveau national, conformément aux recommandations du CIR, et décrit les mesures à prendre pour intégrer le commerce

ainsi que les étapes importantes de la préparation du projet du CI. Les recommandations énoncées dans l'EDIC et les activités qui y sont proposées devraient figurer en bonne place dans l'ordre du jour de la table ronde des donateurs pour le financement du nouveau DSRP de la Gambie, qui devrait avoir lieu à Genève en novembre.

Le 5 juillet, un atelier a eu lieu en **Zambie** afin d'établir l'ordre de priorité des activités de la matrice d'action de l'EDIC. Une proposition de guichet II visant à financer deux consultants (un local et un international) pour conseiller le Ministère du commerce et de l'industrie et élaborer des propositions d'assistance technique liée au commerce, a été acceptée. Le recrutement est en cours et les consultants devraient entrer en fonctions en août/septembre 2007.

Les 10 et 11 et 17 et 18 juillet, respectivement, des ateliers sur les perspectives de la politique commerciale et les défis du développement, organisés par l'ACICI et le CCI, ont eu lieu à Phnom Penh (**Cambodge**) et à Vientiane (**République démocratique populaire lao**). Ces ateliers ont réuni des représentants des ministères et organismes gouvernementaux, du secteur privé, de la société civile et des donateurs. La réunion organisée au Cambodge a été centrée sur les actions réalisées à l'échelon national dans le cadre du CI, la mise à jour de l'EDIC, les moyens d'améliorer la coordination et l'efficacité des donateurs, ainsi que les mesures prioritaires et les recommandations en vue des activités qui seront menées ultérieurement au Cambodge dans le cadre du CIR. La réunion organisée en République démocratique populaire lao a eu pour thèmes la relation entre l'Aide pour le commerce et le CIR et les priorités de la préparation du lancement du CIR à l'échelon national.

Les 11 et 12 juillet, un atelier de validation de l'EDIC concernant l'**Angola** a eu lieu à Luanda. Cet atelier d'un jour et demi, qui a réuni des fonctionnaires et des représentants du secteur privé, d'organisations et de donateurs, a été suivi d'une réunion organisée par la Banque mondiale pour définir les étapes suivantes de la mise en œuvre du CIR dans le pays. La plus importante de ces étapes consistera pour le gouvernement angolais à s'assurer les services d'un facilitateur des donateurs. À la demande du point de coordination, le bureau du PNUD en Angola a accepté de financer l'engagement

d'un conseiller international du CI chargé d'aider le gouvernement à mettre en place des arrangements de mise en œuvre au niveau national, conformément aux recommandations du CIR, à intégrer le commerce et à élaborer des propositions de projets du CI.

Les 16 et 17 juillet, un **atelier régional du CIR** a eu lieu à Livingstone (Zambie). Cette activité, organisée et financée par le Département du développement international du Royaume-Uni (DFID) dans le cadre de son Programme régional de facilitation du commerce, avait pour objectif de fournir aux pays bénéficiaires du CI qui y ont participé des conseils pratiques et des outils leur permettant de se préparer à mettre en œuvre le CI renforcé, d'envisager certaines possibilités de conférer une dimension régionale au CIR et d'étudier la relation entre le CIR et l'Aide pour le commerce. Les participants étaient des représentants des ministères du commerce, des ministères des finances et du secteur privé des pays de la sous-région (Afrique orientale et australe) bénéficiaires du CI et des membres des missions diplomatiques à Genève. Les réactions immédiates des participants ont été très positives, ceux-ci ayant estimé que l'information reçue était utile et que leur participation à l'atelier avait été stimulante. L'UMOP a décrit les fonctions et les attributions du futur secrétariat exécutif du CIR et des autres organes basés à Genève, a présenté les résultats de la mise en œuvre du CI au Cambodge et donné des conseils pour la mise en place d'une unité nationale de mise en œuvre et a animé une séance de débats sur les moyens d'aller de l'avant. Une activité similaire devrait avoir lieu plus tard dans l'année au **Burkina Faso** pour l'Afrique occidentale et centrale; elle sera organisée par le CCI et le bureau de l'AFD au Burkina Faso et financée par les gouvernements danois et français. L'UMOP s'efforce actuellement de déterminer les sources possibles de financement et de trouver un partenaire pour organiser un atelier semblable à l'intention des pays non africains participant au CI.

-- o o * * * o o --

Nouveaux venus au CI

En juin, le **Libéria** a fait l'objet d'un examen technique positif lui permettant de passer à la phase suivante du Cadre intégré, à savoir l'élaboration de l'EDIC. Il a demandé à la Banque mondiale de l'aider à entreprendre cette étude, en collaboration avec d'autres organisations comme le CCI et le PNUD. Une mission de la Banque mondiale s'est rendue à Monrovia pour de premiers entretiens. Une mission préalable est prévue pour cet automne.

Plus récemment, la **Guinée-Bissau** et l'**Afghanistan** ont fait l'objet d'examens techniques positifs leur permettant de passer à la phase suivante du CI.

-- o o * * * o o --

Prochaines activités

Au **Niger**, un atelier de prévalidation a eu lieu les 25 et 26 juin à Niamey, afin de procéder à un examen du document de synthèse et des études de fond. L'atelier de validation de l'EDIC est prévu pour cet automne.

Le 25 septembre, une **conférence de haut niveau pour l'annonce de contributions** aura lieu à Stockholm (Suède); les donateurs pourront à cette occasion annoncer leurs contributions au Fonds d'affectation spéciale du CI renforcé. Le Directeur général de l'OMC, M. Pascal Lamy, y prendra la parole, ainsi que les ministres des pays donateurs. Un certain nombre de ministres des pays bénéficiaires du CI seront aussi invités.

-- o o * * * o o --

Le présent bulletin d'information a été créé par l'UMOP du Cadre intégré, avec le concours d'autres organisations participant au CI.